

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 8 NOVEMBRE 1978 - N° 785

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Le Shah aux abois



- L'armée tente de faire régner son ordre
- L'opposition rejette unanimement les mensonges du Shah

EBOUEURS PARISIENS

REPRISE DE LA GREVE face au mépris de Tibéri

Conformément à leur décision, les conducteurs de bennes à ordures de la ville de Paris, ont repris leur lutte face au mépris de Tibéri, adjoint au maire de Paris, qui a reçu lundi les conducteurs pour leur dire... qu'il envisageait de s'en référer au ministère de tutelle (celui de l'Intérieur). Après trois semaines de lutte, Tibéri trouve seulement l'occasion d'envisager... En réponse, les travailleurs envisagent aussi, mais de durcir l'action...

Ce mardi matin, cependant, les conducteurs ont repris le principe de la grève tournante quartier par quartier.

L'armée tente de faire régner l'ordre à Téhéran et dans tous le pays. Les chars sillonnent les villes, les journaux sont interdits, la radio reproduit interminablement le discours du Shah. Malgré cela, des manifestations sporadiques continuent à se dérouler, prouvant ainsi la mobilisation et la résolution du peuple iranien. Pour le Shah, le gouvernement militaire ne saurait être que provisoire. En disant cela, il espère conserver quelques chances de rallier une partie de l'opposition. En fait, tout prouve maintenant que le Shah est aux abois, et que l'armée est sa dernière carte. Toutes les forces de l'opposition ont d'ailleurs fait savoir qu'elles entendaient poursuivre leur combat jusqu'au départ du Shah assassin : les prochains jours risquent de ce point de vue d'être particulièrement décisifs.

Lire en page 8

Dossier noir du chômage

LES CHOMEURS NE SONT MILLIONNAIRES QUE PAR LE NOMBRE

Lire en page 5

Monnaie européenne le 1^{er} janvier

Selon toutes possibilités, le sommet européen de Bruxelles, le 4 décembre, décidera de la mise en route du nouveau système monétaire européen, axé notamment autour de l'écu. Ce pas en avant risque cependant d'être accompagné d'un pas en arrière : l'Italie, et surtout la Grande-Bretagne, envisagent très sérieusement de ne pas s'intégrer au nouveau système.

Lire en page 8

Abrogation de la circulaire Bonnet !

Par sa circulaire de décembre 77, Bonnet, ministre de l'Intérieur, vise à faire des étudiants étrangers des serviteurs dociles des intérêts impérialistes de la France, et liquider les organisations étudiantes étrangères combattives. Les étudiants étrangers entament la riposte, en créant un Comité de lutte pour l'annulation de la circulaire Bonnet.

Lire en page 4

Elections aux USA : un poujadisme made in USA

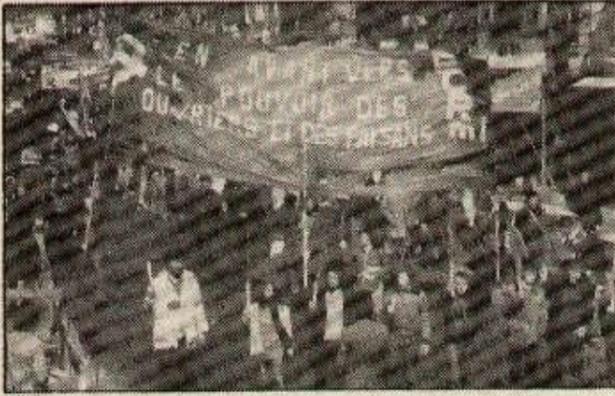
Les Américains votent mardi pour des élections qui s'apparentent aux élections législatives de chez nous. Ce genre d'élection s'accompagne régulièrement, aux Etats-Unis, d'un fort taux d'abstention. Il en sera de même cette année, tant la différence entre la propagande des partis apparaît faible. Un thème domine cette propagande : au travers de la dénonciation des impôts, l'apparition d'un poujadisme made in USA.

Lire en page 7

Le Quotidien du Peuple
gravement menacé
25 millions
pour
votre quotidien !

Lire en page 3

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

La question de l'Europe, comme le prouvent les trois correspondances ci-contre, est une question complexe, qui appelle une étude approfondie : dans l'état actuel de cette étude, les affirmations abruptes, tranchées, définitives, doivent donc être examinées avec circonspection.

Il convient toutefois, pour éviter les faux débats, de préciser ce qu'on entend par Europe supranationale : par là, on entend la construction d'un pouvoir politique unique, défini au-delà de ses formes concrètes possibles par un exécutif unique et un Parlement unique, disposant d'une législation, d'une armée, d'une police, d'une politique extérieure uniques. C'est donc bien de la mise sur pied d'un État européen qu'il est question. Toute affirmation sur la progression ou la régression de la supranationalité doit donc s'efforcer de prendre cet aboutissement comme point de repère, tout comme elle doit mesurer la réalité de l'avancée et des reculs en fonction des objectifs que s'est assignée la construction européenne depuis qu'il en est question (notamment après la fin de la guerre) ou à chacune de ses étapes (traité de Rome par exemple).

En outre, il importe de ne pas confondre, bien qu'ils soient liés, deux phénomènes : la supranationalité et l'intégration économique européenne ; s'il est vrai que la seconde peut exiger des progrès de la première, il n'y a rien d'automatique : pour n'évoquer rapidement que cet aspect du problème, il n'est pas sûr que l'adhésion à la CEE de pays d'Europe du Sud où les rapports de classes présentent des traits spécifiques, où les modèles de collaboration de classes sont nécessairement différents pour cette raison, ne soit pas, par certains aspects, la source de difficultés supplémentaires pour la constitution d'une entité politique européenne parvenant à prendre des positions uniques sur la scène internationale.

J. W.

A propos de l'Europe

En tant que révolutionnaires en France, quand nous examinons la question de l'Europe, nous devons l'examiner sous deux aspects :

— d'une part, sous l'aspect du rôle que peut jouer l'Europe dans la lutte contre l'hégémonie, — d'autre part, sous l'aspect du rôle que peut jouer l'Europe comme moyen supplémentaire de répression pour la bourgeoisie française contre le développement éventuel d'un mouvement révolutionnaire dans notre pays.

Il me semble que ces deux aspects de l'Europe ont subi des modifications sensibles depuis notre dernier Congrès, que ce soit de par l'évolution des phénomènes, ou de par une analyse plus approfondie par notre Parti de ces phénomènes.

Premièrement, sur le rôle que peut jouer l'Europe

dans la lutte contre l'hégémonie :

Autant en 1976, il apparaissait clairement que l'Europe se construirait sous la domination de la RFA et donc, vu les liens très étroits qui unissaient les USA et la RFA, sous la domination d'une des superpuissances, autant aujourd'hui il me semble que la tendance est plus à l'indépendance vis-à-vis des deux superpuissances. Cela a d'ailleurs conduit, dans notre projet de programme, à la disparition de la phrase mentionnant la RFA comme étant le cheval de Troie de l'impérialisme US en Europe.

De la même manière, la «disparition» du rapport Tindemans semble confirmer cette tendance.

Les discussions actuelles entre la France et la RFA sur la mise en place d'une unité de compte européenne (ECU), même si nous

éprouvons encore des difficultés à en saisir toutes leurs significations, me semblent aller davantage vers une volonté d'indépendance plus grande par rapport à l'impérialisme américain.

En conclusion, pour ce premier point, même s'il ne peut être question encore aujourd'hui que d'indiquer une tendance, il me semble que cette tendance va plus dans le sens d'une lutte contre les deux superpuissances, contre l'hégémonie (la même constatation vaut par rapport au social-impérialisme).

Deuxièmement, sur le rôle que peut jouer l'Europe comme moyen supplémentaire de répression qu'aurait notre bourgeoisie contre le développement d'une crise révolutionnaire en France. Il est évident que la construction de l'Europe, pour autant que celle-ci est constituée

de pays capitalistes, s'accompagnera toujours de moyens de répression supplémentaires contre les peuples d'Europe. C'est ce que nous constatons aujourd'hui déjà, notamment dans la création de l'espace judiciaire européen, dans le renforcement de la collaboration des polices européennes, et c'est une de nos tâches de lutter activement contre ces aspects de la construction européenne.

Aussi, quand nous examinons ce deuxième aspect de la construction de l'Europe (afin de déterminer lequel des deux l'emporte), nous devons principalement l'examiner par rapport au déclenchement d'une crise révolutionnaire en France. Et donc, cela nous renvoie à l'analyse que nous faisons du développement de la crise politique en France.

Sans revenir aucunement

sur la caractérisation de la crise actuelle en France, comme crise politique, il semble que nous ayons déjà sous-estimé le poids de la crise économique et des divisions qu'elle a engendrées chez les travailleurs, ainsi que le poids encore grand du révisionnisme et du réformisme. Nous avons ainsi, semble-t-il, surestimé le développement des facteurs révolutionnaires en France.

Ainsi, quand nous examinons ce deuxième aspect de la construction européenne, l'approfondissement de l'analyse du développement de la crise politique en France ne doit-elle pas nous conduire à relativiser, à diminuer l'importance que nous accordons à ce deuxième aspect de la construction européenne ?

E. R
NANTES

L'Europe se construit

La question de l'Europe a aujourd'hui une double importance pour les marxistes-léninistes : d'une part sa construction actuelle peut modifier sensiblement les données de la vie politique intérieure française en faisant notamment que, dans le cadre de la supra-nationalité, notre ennemi s'élargisse à la bourgeoisie européenne dans son ensemble ; d'autre part, au niveau international, le fait que l'Europe soit directement menacée par l'hégémonie soviétique et américain exige une riposte contre les dangers de guerre : comment l'articuler à notre tâche principale, la révolution ?

En ce qui concerne le premier point, je propose de supprimer la phase du programme : «L'accord pour l'élection au suffrage européen, traduit une harmonisation limitée de politiques des États

européens, sans marquer de progression décisive vers une Europe supra-nationale, désormais peu probable». Il me semble en effet qu'elle sous-estime très notablement l'étape actuelle du processus de construction européenne en le limitant à la «poursuite de l'intégration européenne». Aujourd'hui, excepté l'Angleterre, tous les pays européens poussent à la construction européenne supra-nationale : Giscard, Schmidt notamment, dont le poids est considérable ; enfin, d'autres pays demandent leur adhésion comme la Grèce et l'Espagne. Il est tout de même significatif que la crise renforce la volonté politique des bourgeoisies européennes pour sa construction. Comment d'autre part interpréter le fait que face au désordre monétaire international, l'Europe, de façon unie, contre l'impérialisme US, se décide à réagir en jetant les bases

(bien avancées) d'une monnaie commune ? Qui l'eût dit il y a deux ans ? La conséquence de cette intégration monétaire d'une part, la volonté politique d'accélérer la mise en place des institutions européennes supra-nationales... et de s'élargir à moyen terme (le principe est d'ores et déjà acquis malgré les difficultés que cela représente) d'autre part,

voilà qui constitue un ensemble cohérent. En remplacement de la phrase précitée, je propose donc la suivante : «La prochaine élection européenne et sa suite logique : la mise en place d'institutions supra-nationales, le prochain élargissement de l'Europe, la poursuite de l'intégration économique (plan acier commun, Airbus, etc.) et notamment le projet d'une

monnaie européenne commune, la politique délibérée européenne et supra-nationale de Giscard, Schmidt et de l'ensemble des bourgeoisies de la Communauté, tous ces faits témoignent d'une accélération du processus de constitution d'une Europe supra-nationale que le PCR ml combat résolument.»

J. M. PARIS 14^e

Quelques questions

«L'accord pour l'élection au suffrage universel du Parlement européen traduit une harmonisation limitée des politiques des États européens, sans marquer de progression décisive vers une Europe supra-nationale, désormais peu probable.»

Il me semble qu'il serait nécessaire d'expliquer pourquoi la possibilité d'une Europe supra-nationale semble «désor-

mais peu probable». Il semble acquis qu'il n'y ait pas aujourd'hui de «progression décisive vers une Europe supra-nationale» mais que cette perspective soit exclue appelle une réflexion plus poussée sur le rôle que peuvent jouer les pressions accrues des superpuissances en Europe.

Si le social-impérialisme soviétique a intérêt au maintien d'une certaine division de l'Europe occiden-

tales, quelle est la tactique actuelle de l'impérialisme américain ?

Ne faut-il pas aussi réfléchir au rôle de l'impérialisme ouest-allemand, à sa supériorité économique et à sa volonté d'imposer à l'Europe un modèle de société répressive et de collaboration de classes.

Norbert
GRENOBLE

● Cap d'Ail : querelle dans la municipalité PS - PC

Le dernier Conseil municipal de Cap-d'Ail (Alpes-Maritimes) a vu s'affronter les élus PS et PCF sur une modification du plan d'occupation des sols. Les élus PCF, majoritaires, ont imposé un plan permettant de rendre constructible une parcelle, où pourrait être édifié un hôtel, et déjà occupée par les promoteurs. Les conseillers socialistes ont voté contre.

● Baisse du prix du fuel domestique...pas pour les consommateurs

En conséquence de la baisse qui a affecté le dollar pendant deux mois, le prix du fuel domestique va être diminué, au départ des raffineries, de 2,06 F par hectolitre (pour la région parisienne). Le prix de l'hectolitre se trouvera ainsi ramené à 86,94 F. Le consommateur ne bénéficiera pas de cette baisse, la différence servant à alimenter la «cagnotte» de L'Agence pour les économies d'énergie.

● Election partielle a Nice

A l'occasion de l'élection municipale partielle qui doit se dérouler dans le troisième secteur de la ville courant décembre, les partis de gauche présenteront une liste commune. L'accord de principe est conclu, mais la répartition des sièges entre les partis n'est pas encore réglée. Le PS, minoritaire sur la liste présentée en mars 1977, souhaite réduire d'un siège la part du PCF.

LE POIDS DU PARTI ALLEMAND AU SEIN DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Le congrès de l'Internationale socialiste s'est clos dimanche à Vancouver. Il a réélu Willy Brandt comme président, confirmant ainsi le poids déterminant du SPD et de son orientation au sein de l'Internationale.

Le thème du Congrès était les problèmes de la paix et du développement. Les congressistes ont abordé essentiellement les problèmes suivants :

— La politique de «détente» avec les pays d'Europe de l'Est. Sous l'impulsion notamment de Brandt les congressistes ont largement approuvé la poursuite de la politique du

sourire face au social-impérialisme. La délégation française a toutefois invoqué avec inquiétude les menées soviétiques en Afrique ; on sait que pour le parti français, cela signifie le soutien à l'intervention au Zaïre.

— Comme il se doit, quand on se dit de gauche, le congrès a vitupéré contre les sociétés multinationales, sous la pression de partis du Tiers Monde. Une résolution a été votée pour créer des agences de surveillance et favoriser les échanges d'information sur les activités de ces sociétés. Mais les capitalistes peuvent se rassurer : rien n'a été arrêté quant aux mesures que pourraient prendre les partis sociaux-

démocrates au pouvoir.

— Les violations des droits de l'Homme : une motion sur ce thème a été adoptée, affirmant notamment le soutien de l'Internationale aux mouvements de libération d'Afrique australe. Sans que rien ne soit dit contre les ventes d'armes de l'Allemagne aux racistes d'Afrique du Sud, ni plus près de nous, aux interdictions professionnelles où à la «torture blanche» qui sévit en RFA. Parallèlement, la défense des droits de l'homme a semblé impliquer de la part des congressistes, une condamnation du terrorisme. On sait les interprétations très larges que l'on peut donner de ce terme.

— Les participants ont

apprécié différemment les possibilités d'alliance avec les partis révisionnistes.

Si Mario Soares s'est vigoureusement élevé contre les risques de «dictature communiste» dans son pays, Brandt a estimé qu'il fallait considérer avec intérêt l'évolution des partis «euro-communistes» ;

— Une motion — de principe — prétend prendre en compte la volonté des pays du Tiers Monde de chercher «un nouvel équilibre dans leur système économique en poursuivant notamment la recherche du plein emploi». Rocard a tenté de faire supprimer la phrase sur le plein emploi qui, selon lui, n'est pas à l'ordre du jour en France.

LA PARANOIA DU PCF

Le 23^e Congrès du PCF se prépare activement. Pour resserrer les rangs, la direction du PCF ressort la bonne vieille méthode qui consiste à faire appel au «patriotisme» de parti, ce qui permet de ne pas parler des problèmes internes. Tout semble devenir prétexte à prouver que le PCF est attaqué de toutes parts. Déjà, lorsque des élections législatives partielles avaient révélé un recul du PCF, la seule explication donnée par la direction du PCF était la «campagne anti-communiste» qui, dans ces cas, est toujours «d'une violence rarement atteinte». Que la droite et le PS ne fassent pas de cadeau au PCF, c'est une réalité, mais qui n'explique guère la perte de son influence et de sa capacité militante depuis les dernières élections.

L'affaire Darquier de Pellepoix aura servi à réactiver cette campagne contre l'«anti-communiste», à propos de bien peu de choses. Le nouveau vieux philosophe réactionnaire Bernard Henri Lévy trouvait des talents antisémites dans les propos de Marchais contre Cohn Bendit en mai 1968.

Petit ballet de lettres de Marchais à Perdriel, directeur du *Matin*, réponse du dit et de B.H. Lévy. Si

Marchais n'a effectivement jamais tenu de propos antisémites, on n'oubliera tout de même pas le caractère incontestablement xénophobe des invectives qui frappaient l'«anarchiste allemand» Cohn Bendit, à une époque où la droite se gênait moins pour rappeler ses origines juives et pour crier «Cohn Bendit à Dachau».

Le sommet était atteint dans *l'Humanité* de vendredi qui fait la moitié de sa «une» sur l'article de Lévy. A l'intérieur, un rapprochement typographique entre deux articles : l'un sur «les attaques contre le PCF suivent le déchaînement antisémite», immédiatement suivi d'un article sur la «nuit de cristal» du 9 novembre 1938, qui vit une répression féroce des Juifs dans l'Allemagne nazie. Il est des rapprochements qui ne s'imposent pas.

Pour défendre Marchais, un vieux militant PCF, ancien résistant, Marcel Paul, s'insurge contre les attaques lancées contre le «secrétaire général de ce parti qui est celui des communistes qui ont de l'ancienneté (ceux de la Résistance) et des nouveaux communistes unis à Georges Marchais». Plaidoyer un peu maladroit qui rappelle au passage le rôle que Marchais n'a pas joué dans la Résistance.

LES THESES ROCARDIENNES FONT LEUR ENTRÉE AU PSU

Il n'est pas jusqu'au PSU qui ne soit atteint par les remous de l'offensive rocardienne. La direction politique nationale, qui se réunissait samedi et dimanche derniers, s'est vue soumettre une motion, présentée par un membre du secrétariat national et un autre du Bureau national, qui allait tout à fait dans le sens des positions rocardiennes. Cette motion a été repoussée car «elle aurait pu conduire le PSU à jouer un rôle de caution vis-à-vis de la campagne de type présidentiel de Michel Rocard, hypothèse unanimement écartée par

la direction politique nationale».

Le congrès du PSU, prévu pour les 12, 13, et 14 janvier prochains, sera amené à discuter largement des nouvelles orientations de ce parti. Malgré le rejet dimanche de la motion rocardienne, la direction du PSU pose les problèmes en des termes proches de ceux du député des Yvelines : le Programme commun pêchait par son idéalisme, et son manque de prise en compte des questions économiques, notamment dans le domaine international. Il s'agit donc aujourd'hui d'avancer

des propositions «réalistes» qui tiennent compte des impératifs économiques auxquels se trouve confronté la société française. C'est ce que développe le secrétaire national du PSU Monsel, dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine. Pour le PSU, prôner ce «réalisme» ne signifie pas nécessairement rallier les thèses de Rocard, mais, en tout cas, engager le débat avec lui, et en fin de compte se situer par rapport à lui. C'est pour une large part sur ce point que portera le Congrès de janvier.

Cette évolution du PSU

ne peut manquer d'être comparée à celle du CERES. Ces deux branches «de gauche» de la social-démocratie se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins. Leur pari sur l'Union de la gauche ayant échoué, leur rapprochement du PCF n'ayant pas donné les fruits qu'elles escomptaient, elles se trouvent maintenant contraintes de se situer par rapport au débat qui agite le grand frère social-démocrate. Cette confrontation va, selon toute probabilité, amener la cassure du CERES. Rien ne prouve qu'il n'en sera pas de même pour le PSU.

Sur TF 1 «Questionnaire» stupide...

J.L. Servan-Schreiber recevait lundi soir Jean Elleinstein à son émission «Questionnaire». Un début d'émission complètement à côté de la plaque, J.L. Servan Schreiber se révélant un politologue d'une médiocrité saisissante. Dialogue résumé :

— J.L. SS : Vous voulez une société communiste...
— Elleinstein : Non une société socialiste, la réalisation du communisme implique des conditions qui ne sont pas réunies (dépérissement de l'Etat, de la monnaie...)

— J.L. SS : Vous êtes au Parti communiste et vous voulez une société socialiste, vous êtes donc plus proche du Parti socialiste...

Il aurait fallu des questions pertinentes pour mieux situer Elleinstein qui a malgré tout rappelé quelques unes de ses positions : il faut que PCF et PS s'entendent sur un projet à long terme ; l'URSS évolue lentement et positivement mais il faut s'en démarquer plus nettement (et le PCF avec Thorez a tardé à le faire).

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

La mobilisation autour du *Quotidien du Peuple* pour les 25 millions doit se poursuivre. Nous publions aujourd'hui une liste de près de 7 000 francs. Ce n'est pas rien ; cela montre que l'élan pris pour cette mobilisation n'est pas retombé. Maintenant, en s'appuyant sur ces acquis, importants mais insuffisants, il nous faut dépasser la vitesse de croisière, donner un vigoureux coup d'accélérateur.

L'objectif des 25 millions peut-être atteint. Il doit être réalisé rapidement. Nous ne soulignerons jamais assez l'urgence qu'il y a à rassembler les sommes. Aussi, en fonction de cela, nous lançons à nouveau un appel pressant à tous les camarades, à tous les lecteurs pour continuer la mobilisation, l'accélérer afin d'atteindre le plus rapidement possible l'objectif des 25 millions.

Pau	
Vente de calendriers	180
Donné par P.	100
R.L. médecin	400
Draveil	
A.B.	100
Rennes	
M.G.	200
Vitry	
J.P.C.	150
Vitry	
J.F.R.	600
Orléans	
Une ouvrière de Saint Gobain	300
Thionville	
O.K.	500
Des camarades	500

Ventes de livres	70
Ventes	60
Florange	
D.E.	100
Jarny	
B.F.	500
Tournus	
D.P.	50
Romanèche Thorins	
Une institutrice en retraite	50
Paris 14^e	
Un militant latino-américain	50
G.S.	300
	350
Tours	500
Dijon	300
Lyon	
L.G.	150
G.B.	200
Laxon	
G.D.	500
Drancy	200
Jaunay	
Y.R.	400

Pour les 25 millions du *Quotidien du Peuple*, je verse F.
Nom :
Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du *Quotidien du Peuple* : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Total 6 810
ANCIEN TOTAL 127 256
NOUVEAU TOTAL 134 066

Abrogation de la circulaire Bonnet !

Du même acabit que les scélérates mesures Stoléru, la circulaire Bonnet, en date du 12 décembre 1977, voudrait faire supporter les conséquences de la crise par des mesures limitant le nombre d'étudiants étrangers, mais vise aussi au démantèlement de leurs organisations, en renforçant la collaboration entre les flics français et ceux des régimes réactionnaires étrangers.

De nombreuses organisations étudiantes étrangères se sont regroupées en un Comité de lutte pour l'annulation de la circulaire Bonnet. Nous publions ci-dessous des extraits de la plate-forme du Comité.

(...) « La bourgeoisie impérialiste française ayant besoin de cadres dociles pour gérer et perpétuer ses intérêts dans les pays dominés, a trouvé dans la formation en France de cadres originaires de ces pays dominés un moyen pour servir ses intérêts. Mais devant l'essor du mouvement anti-fasciste et anti-impérialiste en France de la jeunesse étudiante étrangère, cette bourgeoisie a trouvé dans la circulaire Bonnet, un moyen pour « améliorer la qualité de recrutement des étudiants », cela veut dire évidemment qu'elle cherche à ne recruter que les étudiants qui peuvent répondre aux objectifs réactionnaires qu'elle s'est assignée et ce en imposant les critères suivants :

— Pour pouvoir s'inscrire dans une Université française, il faut avoir présenté auparavant une demande de pré-inscription depuis le pays d'origine. Cette obligation permet à l'Etat impérialiste français de n'accepter qu'un nombre restreint d'étudiants.

— Pour avoir la carte de séjour en France, l'étudiant étranger doit obtenir un visa de long séjour pour études par un consulat français. L'obtention du visa est soumise, en plus de la pré-inscription et d'un certificat médical, à une « attestation de ressources (attestation bancaire) d'un montant égal aux bourses délivrées par le gouvernement français. » Cette condition montre clairement la politique de la bourgeoisie impérialiste française à l'égard de la jeunesse des peuples dominés, politique qui vise entre autre à lui interdire le droit à l'enseignement et qui se complète par la politique réactionnaire de sélection instaurée dans les pays dominés par les régimes fascistes et les régimes réactionnaires valets de l'impérialisme.

— La circulaire Bonnet complète ces conditions pour l'obtention du visa par la formule suivante : « Il doit être évidemment procédé avant tout octroi du visa à la consultation du fichier d'opposition ». Cette formule vise à frapper le mouvement étudiant principalement dans ses militants les plus actifs et dévoile la collaboration policière qui existe entre l'Etat impérialiste français et les régimes réactionnaires valets de l'impérialisme.

En ce qui concerne les étudiants déjà résidents :

— La circulaire Bonnet exige le renouvellement de la carte de séjour, en plus du compte bancaire, l'obtention du DEUG dans un délai de 3 ans. Cette mesure exige des étudiants étrangers qui ont en majorité des difficultés de langue française, les mêmes obligations que les étudiants français sans compter que la plupart des étrangers sont obligés de travailler pour subsister. Cela ne fait qu'accroître la sélection qui s'abat sur les étudiants étrangers par le refus du renouvellement de la carte de séjour.

Cette sélection se manifeste aussi dans la privation des étudiants étrangers de la possibilité permise aux étudiants français de changer de branche d'études.

« S'il apparaît aux autorités françaises concernées que l'inscription est un prétexte pour se maintenir en France », ces autorités refusent de renouveler la carte de séjour. Cette disposition très ambiguë donne à ces autorités un moyen d'invoquer tous les arguments qu'elles veulent pour refuser le renouvellement de la carte de séjour et d'expulser tous les étudiants dont elles veulent se débarrasser, avec la collaboration le cas échéant de la police des régimes réactionnaires à leur solde et des régimes fascistes.

**ANNULATION TOTALE ET RETROACTIVE
DE LA CIRCULAIRE BONNET !**

**NON AUX ATTEINTES A NOS DROITS ET A NOS
LIBERTES !**

**A BAS LA COLLABORATION POLICIERE
INTERNATIONALE !**

UGET - CSP (tunisie), UGED (Djibouti), FEANF (Afrique noire), AEIF (Irak), UEIF (Iran), UEG (Guyanne), UEEF (Ethiopie), AGEG (Guadeloupe), FUDE (Espagne), EFPC (Chili), AEOM (Madagascar), PPSP (Grèce), UNECI (Côte d'Ivoire)

ROUTIERS : DES BARRAGES SUR LES ROUTES CETTE SEMAINE

Les syndicats CGT et CFDT des transports routiers ont entamé une semaine d'action, qui se manifestera par une série de barrages sur certains axes routiers. Elle a pour but de protester contre les

conditions de travail et exiger des améliorations dans le domaine de la sécurité.

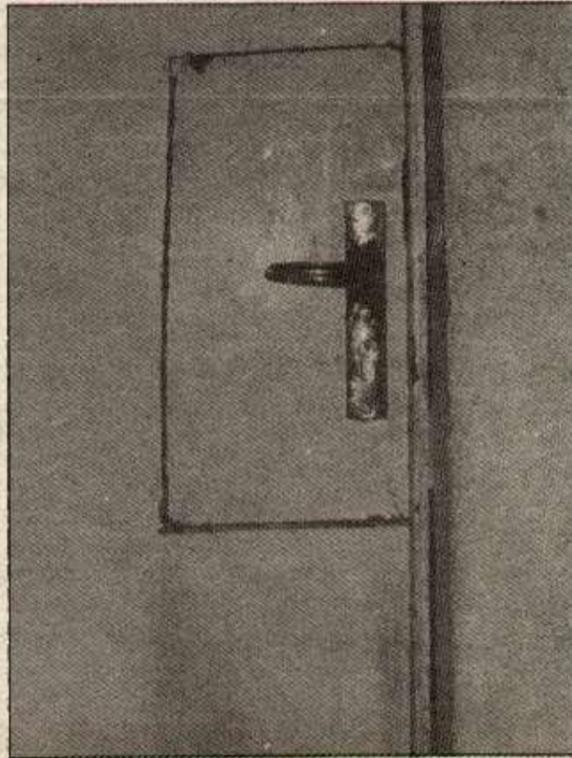
Pour leur part, FO et les Autonomes ont entrepris une série de barrages dans la journée de lundi...

NANTES : UN COMITE CONTRE LES SAISIES

● A Nantes, suite aux menaces de saisie et d'expulsion contre Martine, mère de famille séparée, un comité de soutien s'est créé, regroupant de nombreuses organisations politiques ou sociales. Il

expose ses buts dans le communiqué ci-dessous.

« Nous sommes tous témoins de cette injustice flagrante et nous voulons lutter contre la saisie dans le cas concret de Martine. Ce n'est pas un cas isolé.



En l'absence des locataires, les huissiers trouvent les moyens de pénétrer dans les logements...

Il n'est pas de ville en France où les problèmes de saisies ou des expulsions ne soient pas une réalité, même si les familles concernées le mettent rarement sur la place publique, c'est l'expression de l'oppression dont sont victimes les travailleurs et leurs familles.

« A Nantes, nous sommes particulièrement concernés à cause du chômage qui, dans le département, touche 33 000 personnes. Alors, vous pensez bien, les saisies, les expulsions, les coupures de gaz et de courant sont très nombreuses. Exemple, sur le même quartier de la Bottière, une famille vit depuis un an à la bougie. »

« D'ailleurs, la justice se met toujours du côté du plus fort. Par exemple, un patron qui ne paie pas ses cotisations URSSAF ne sera pratiquement pas inquiété, ou si peu... »

« Le créancier a tous les droits, il peut récupérer la totalité de la somme sur l'épouse restée au foyer, quitte à ce que celle-ci se retourne contre son mari, en lui faisant un procès pour récupérer une partie des sommes qui lui ont été extorquées. Ceci, évidemment, parce que la plupart des couples qui n'ont pas de biens, se marient alors

sous le régime de la communauté !

Orientations ou objectifs du comité de soutien :

— nous voulons dénoncer avec Martine la démagogie et les mensonges du gouvernement qui parle, entre autre, de « protection de l'enfant », alors que tout est fait, dans le cas présent, pour enfoncer la mère et son enfant, et quand elle sera bien enfoncée, elle aura droit aux aides sociales et financières, et son enfant pourra lui être retiré et placé à la DDASS, à plus de 200 F par jour.

— nous sommes aussi particulièrement choqués par toute cette machinerie judiciaire qui ne respecte pas du tout la dignité et la liberté individuelle (violation de domicile, affichage public sur la porte...).

— pour toutes ces raisons, nous alertons l'opinion publique et appelons toutes les personnes qui ressentent cette injustice et qui la subissent à se joindre à nous, pour lutter contre les saisies et faire pression pour faire évoluer la législation concernant les saisies et le régime de la communauté. »

**COMITE DE SOUTIEN
CONTRE LES SAISIES
NANTES**

Championnat d'Europe d'athlétisme

DES SOVIETIQUES DISQUALIFIES POUR DOPAGE

Quatre athlètes soviétiques, Katchenko, Gordienko, Mironov et Jersov, et une athlète bulgare, Stojanova, ont été disqualifiés des championnats d'Europe d'athlétisme qui se sont déroulés à la fin de cet été à Prague. Cette décision a été prise par le

Conseil de l'association européenne de l'athlétisme le 5 novembre. Le conseil fait part de « pressions politiques » qui auraient été exercées à son encontre pour qu'il ne divulgue pas la liste des tricheurs... Voyons, d'où peuvent venir ces pressions ?...

C'est la troisième fois cette année que des athlètes soviétiques et des pays de l'Est sont convaincus d'usage de dopants, et plus particulièrement d'anabolisants. Le conseil met par ailleurs en garde les athlètes qui utilisent ces dopants : « L'homme ne doit pas servir de cobaye. De graves dangers pèsent sur les athlètes du monde entier avec les anabolisants. Les risques sont considérables mais encore mal établis. »

Les anabolisants sont des dérivés hormonaux qui ont progressivement été introduits dans la compétition vers les années soixante, pour être condam-

nés dix ans plus tard, devant les conséquences de leur utilisation : rupture des tendons, fatigue fréquente, fragilité des os, virilisation des femmes, perturbations sexuelles, troubles caractériels...

Consciemment, les Soviétiques n'hésitent pas à démolir quelques athlètes pour raffler quelques médailles. On est bien loin du sport...

Quant aux prochains jeux olympiques qui doivent se dérouler à Moscou il y a tout lieu d'être inquiet pour l'impartialité des contrôles, puisque en tant que pays organisateur les Soviétiques en seront également les responsables...

«Légitime Défense» les flics aussi...

Un gosse grièvement blessé

Dans la nuit de samedi à dimanche, dans les rues de Lille, un flic a grièvement blessé un jeune d'un coup de feu.

REMISE EN ORDRE...

Le tribunal d'instance de Toulouse vient de rendre son jugement à propos de quatre médecins (dont deux personnalités PS) qui refusaient de payer leurs cotisations à l'Ordre des médecins. Ils devront s'acquitter de leurs cotisations, sans toutefois verser de dommages et intérêts à l'Ordre réactionnaire. Mitterrand, qui s'était servi de ce procès comme d'une tribune en est pour ses frais...

Le flic zélé avait été « intrigué » par des bruits provenant de voitures en stationnement. A son approche quelques jeunes détalent. Le flic les poursuit, en rattrappe quelques-uns qu'il s'évertue à vouloir emmener au poste. L'un des jeunes parvient à se défaire de l'emprise policière, pour être abattu quelques mètres plus loin d'une balle, que le flic « apeuré » a tiré sans sommation. A noter que de plus, au moment du coup de feu, aucune preuve d'une quelconque infraction n'a pu être relevée contre les jeunes, si ce n'est qu'une présomption de la part du flic zélé. Ce nouveau geste scandaleux et criminel, ne fait qu'hélas nous éclairer davantage sur les fauteurs d'insécurité.

● Champigny-sur-Marne : un CES occupé

L'intersyndicale des profs (SGEN, SNI, SNES... et non syndiqués) a décidé de l'occupation des locaux administratifs et du standard du CES Musselburgh, à Champigny, pour exiger la création de postes pour assurer les 35 heures manquantes aux classes pré-professionnelles de niveau (CPPN).

L'occupation des locaux s'accompagne d'une grève tournante, à laquelle participe la majorité des enseignants (le CES compte 1 200 élèves). Cette grève de trois jours, démarrée ce lundi, pourrait trouver d'autres prolongements si satisfaction n'était pas donnée.

LE DOSSIER NOIR DU CHOMAGE

LES CHOMEURS NE SONT MILLIONNAIRES QUE PAR LE NOMBRE

par Monique CHERAN

En ce moment se poursuivent les négociations patronat-syndicats sur la question de l'indemnisation du chômage. Depuis quelques mois, à coups de campagne de presse, le patronat prépare le terrain pour sa chasse aux «faux chômeurs», aux «chômeurs millionnaires», et prétend vouloir «moraliser» l'indemnisation, «inciter» les chômeurs à chercher du travail. Tout cela pour justifier par avance une remise en cause des indemnisations et la radiation d'une grande partie des chômeurs.

Le système d'indemnisation des chômeurs constitue un maquis dans lequel il n'est pas toujours facile de se retrouver. La complexité des aides arrange bien la bourgeoisie, dans une certaine mesure, pour diviser les chômeurs et leur rendre plus difficile la revendication de leurs droits.

BEAUCOUP DE CHOMEURS NON INDEMNISES

En juin 1978, sur 1 039 000 demandeurs officiellement enregistrés à l'ANPE, 70 % recevaient une indemnité. 312 400 ne touchaient rien, soit 100 000 de plus qu'en 1974. En août, ce nombre est passé à 430 000, il s'est encore accru en septembre.

DES AIDES TRES DIVERSES

Les chômeurs indemnisés reçoivent soit l'Aide publique, soit les allocations des Assedic, régime créé le 31 décembre 1958 par un accord entre le patronat et les syndicats, et perfectionné par la suite. On trouvera ci-dessous un résumé des conditions d'attribution des allocations, ainsi que leur montant ; l'instruction des dossiers de demande est une épreuve pour les chômeurs qui doivent remplir des dossiers et passer au crible les différentes conditions, soumis sans moyen de contrôle à la machine ad-

ministrative. Le tableau n°1 fait apparaître qu'en juin 1978 :

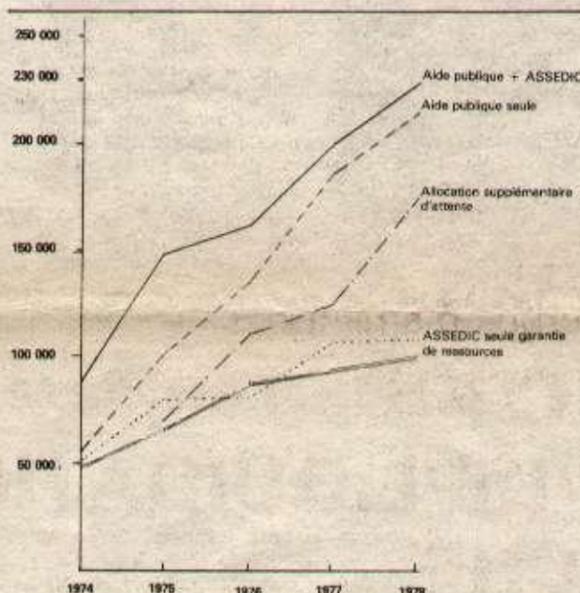
- 30 % des indemnisés recevaient l'Aide publique seule (16,50 F par jour pendant les trois premiers mois, plus un supplément

- 24 % bénéficiaient de 90 % de leur salaire.

Pour les chômeurs licenciés âgés de plus de 60 ans (ou dans certains cas ayant démissionné après cet âge), il existe un système de pré-retraite dit «garantie de ressources» qui leur maintient 70 % du salaire jusqu'à la liquidation de la retraite.

DES INEGALITES ACCRUES DEPUIS 4 ANS

Le graphique ci-joint montre l'évolution des



(1) A l'automne, on constate avec le fort accroissement des inscriptions de jeunes à l'ANPE à la fois l'augmentation du nombre de chômeurs inscrits non indemnisés et celle de la part de l'aide publique seule.

pour les personnes à charge, soit par exemple 891 francs par mois pour un ménage avec un enfant).

- 15 % recevaient l'allocation spéciale Assedic seule (40 % du dernier salaire pendant les trois premiers mois).

- 31 % touchaient les deux allocations précédentes.

catégories d'indemnisation. En proportion, l'Aide publique seule a eu tendance à augmenter, l'Assedic seule, a stagné et l'ASA (les 90 %) est passée de 17,3 % en 1975 à 24 % en 1978.

Les inégalités se sont ainsi creusées entre ceux qui ne touchent que l'Aide publique, de montant ri-

diculement faible, et sont en nombre croissant d'une part, et d'autre part ceux qui conservent leur salaire antérieur (mais pendant une durée moyenne de 6 mois seulement). L'évolution des ASA va de pair avec l'accroissement des licenciements économiques liés à l'accentuation de la politique de restructuration depuis les élections.

Les inégalités entre chômeurs sont exploitées par le patronat pour tenter de les opposer entre eux, braquant les projecteurs sur ceux qui «bénéficiaient d'avantages scandaleux, qui ne les incitent pas à rechercher un nouvel emploi», alors précisément que les licenciements massifs interviennent sans qu'il y ait création d'autres emplois.

Que représentent 6 mois ou même un an de salaire, pour un travailleur qui a souvent travaillé de longues années dans la même région, sinon la même entreprise, qui y a sa famille et ses amis, et qui se retrouve sans possibilité de trouver un nouvel emploi ? Les patrons «s'arrangent» d'ailleurs pour tourner la réglementation en recourant davantage aux contrats à durée déterminée, qui eux, ne donnent pas droit aux 90 % quand ils prennent fin.

Lorsqu'on examine la répartition des aides selon la qualification (voir tableau n°2) on constate en outre que la maîtrise et les cadres sont les plus nombreux pour les indemnités les plus favorables, c'est-à-dire l'ASA et la garantie des ressources.

LE COÛT DE L'INDEMNISATION

Bien que plus de la moitié des chômeurs, soit ne touchent rien, soit ne reçoivent que l'Aide publique, le montant global des dépenses de chômage s'est fortement gonflé depuis 1974, par suite de l'accroissement considérable des demandeurs d'emploi (multiplié par près de 3). Il est passé de 3,2 milliards en 1974 à 14 milliards en 1977, et devrait atteindre au moins 20 milliards en 1978.

Ces dépenses sont financées par le budget de l'État dont la part régresse (50 % en 1958, 22 % en 1978, soit 3,9 milliards) et par des cotisations versées à raison des 3/4 par les patrons et d'1/4 par les salariés.

Avant la fin de l'année, 2 milliards supplémentaires sont nécessaires pour éviter la faillite. Le CNPF a refusé récemment de porter le taux de la cotisation de 3 à 3,5 %. La somme

nécessaire sera provisoirement avancée par la Caisse des Dépôts et Consignations (organisme public qui reçoit l'argent des Caisses d'Épargne). La crise financière du régime d'indemnisation n'est donc provisoirement reportée.

Part des bénéficiaires des 90 % parmi les bénéficiaires de l'allocation spéciale ASSEDEC en août 1978

Manœuvre	21,5 % (1)
OS	35,1 % (1)
OQ	44,3 % (1)
Employé non qualifié	28,6 %
Employé qualifié	38,3 %
Maîtrise	45,4 %
Cadre technique	50,7 %
Cadre administratif	49,5 %

(1) Cette proportion est encore beaucoup plus faible pour les travailleurs immigrés : à peine plus de 10 %.

LES MANOEUVRES CONTRE L'INDEMNISATION

C'est dans cette conjoncture que le ministre Boulin et le CNPF tentent d'imposer un retour en arrière sur les «90 %». Décidés il y a 4 ans, à une époque où la bourgeoisie espérait encore une sortie rapide de la crise et entendait ainsi faire accepter les licenciements massifs, ces «90%» constituent au-

souhaitent seulement bénéficier de la Sécurité Sociale» et sur les «jeunes qui ne veulent guère travailler»...

Le projet patronal consisterait à remplacer les 90 % pendant un an par une indemnité à taux dégressif descendant à 60 % après 9 mois de chômage. Il accepterait toutefois de relever le taux de l'allocation spéciale Assedic à 50 %.

La CGT et la CFDT accepteraient d'abaisser le plafond de salarié bénéficiant des 90 % à trois fois le SMIC, voire à 3 000 francs (pour la CFDT). Actuellement, les cadres gagnant jusqu'à 16 000 francs par mois conservent 90 % de leur salaire. CGT et CFDT demandent également le doublement de l'allocation publique, et la majoration de l'allocation spéciale Assedic (à 60 % du salaire antérieur), de façon notamment à aboutir à un minimum proche de 90 % du SMIC.

La profonde inégalité des indemnités selon les chômeurs reste une réalité objective, et un facteur de division parmi les chômeurs. Si la bourgeoisie fait campagne contre eux, c'est qu'elle ne peut envisager aucune amélioration sensible de l'emploi, et qu'elle n'accepte pas d'accroître davantage le coût de l'indemnisation. Espérant que le chômage «est entré dans les mœurs» et que des indemnités améliorées comme les 90 % sont moins né-

Répartition des chômeurs indemnisés en juin 1978 (1)		%
Aide publique seule	215 000	29,6
Assedic seule	108 400	14,9
Aide publique et Assedic	228 900	31,5
ASA	174 400	24,0
Total	726 800	100
Garantie de ressources	101 500	

Evolution de la répartition des chômeurs indemnisés (en juin de l'année)

aujourd'hui la cible principale d'une attaque d'ensemble contre le système d'indemnisation, le patronat cherchant encore à imposer davantage aux chômeurs l'acceptation de n'importe quel emploi aussi sous qualifié, pénible ou mal rémunéré soit-il. Boulin déclarait récemment qu'il fallait «moraliser» davantage le système, reprenant à son compte les vieilles litanies anti-chômeurs de Beullac : sur les femmes mariées qui devraient rester à la maison, sur les «faux chômeurs qui

cessaires pour faire accepter les licenciements massifs, la bourgeoisie cherche à réduire encore le montant des aides sous prétexte de «réduction des inégalités» et à les rendre plus précaires encore, pour «inciter» les chômeurs à trouver du travail !

Pour les travailleurs, qui ne sont en rien responsables du chômage, il n'est pas question d'accepter ces menaces ; ils ont droit à une indemnisation décente, aussi longtemps qu'ils ne peuvent trouver un emploi.

Age	Salaire brut : 2 500 F (3 personnes à charge)	
	Licenciement	
	économique	non économique
40 ans	● Pendant un an, 2 500 x 0,90 = 2 250 par mois.	● Pendant trois mois, 1 089 F d'aide publique + 1 006 F d'ASSEDEC, soit 2 095 F. ● Pendant les neuf mois suivants, 1 050 F d'aide publique + 875 F d'Assedic, soit 1 925 F.
	● Au bout d'un an, seules restent les allocations d'aide publique diminuées de 10 %, soit 945 F par mois (réduits de 10 % tous les ans).	
50 ans	● Comme ci-dessus pendant un an.	● 2 095 F pendant trois mois. ● 2 056 F pendant trois mois. 1 925 F pendant six mois.
	● Au-delà d'un an, pendant huit mois, 1 820 F. ● Au-delà de 20 mois, 945 F par mois (réduits de 10 % tous les ans).	
60 ans	● 2 500 x 0,70 = 1 750 F par mois jusqu'à la retraite.	

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS PALESTINIENS SUR LES TERRES OCCUPÉES DE 1967

Il y a quelques semaines, une campagne était organisée en Israël par les anti-sionistes contre l'exploitation et la répression des travailleurs palestiniens. Le Professeur Israël Shahak, président de la Ligue des droits de l'Homme en Israël, qui a participé activement à cette campagne, a exposé la situation des travailleurs palestiniens (des terres occupées de 67), les diverses formes d'exploitation qu'ils subissent et a donné son point de vue sur la situation économique en Israël.

Parmi les règlements du gouverneur militaire (l'autorité d'occupation des terres de 1967), certains concernent la circulation de la population palestinienne en Israël : il est interdit à tout Palestinien de circuler en «Israël» entre 1 heure et 3 heures du matin, sans laisser passer. Donc, la majorité de ceux qui travaillent

repartent le soir. Mais un grand nombre de travailleurs doivent venir tôt le matin ou rester tard le soir ; ils ne peuvent faire l'aller-retour tous les jours. Il y a un arrangement avec la police : les employeurs enferment de l'extérieur les travailleurs dans leur lieu de travail. Pour la juridiction, ces travailleurs sont

là, enfermés, contre leur propre gré, donc cela est acceptable.

Les travailleurs palestiniens venant des territoires occupés de 1967 forment deux catégories :

1. Ceux qui passent par les bureaux d'emploi du gouverneur militaire de la localité où ils se trouvent. Cette catégorie est minoritaire. Ils sont envoyés dans les grandes entreprises, sur les chantiers. Ils arrivent en groupe. Le salaire est versé au gouverneur militaire qui en déduit 35 % pour «participation aux charges sociales». En fait, ces 35 % sont versés à la Banque d'Israël. Le reste du salaire est

payé avec 2 ou 3 mois de retard. Ce qui signifie, avec l'inflation, une perte considérable pour les travailleurs.

Lors des journées de grève dans les territoires (et celles-ci sont nombreuses), le gouverneur militaire exerce de fortes pressions sur ces travailleurs : des moyens sont pris pour chercher les travailleurs à domicile, et les envoyer sur les lieux de travail. D'autres pressions s'exercent : seul un médecin agréé par le gouverneur militaire, donc non-palestinien, peut délivrer un congé de maladie. Il ne le délivre presque jamais. Si le travailleur inscrit à ces bu-

reaux d'emploi décide de cesser son activité, de chercher ailleurs un autre emploi, il est soumis à un interrogatoire.

LES MARCHÉS D'ESCLAVES

La deuxième catégorie de travailleurs, où se retrouve la majorité d'entre eux, est celle qui se vend directement, à la journée, au «marché des esclaves». Ces travailleurs sont payés en liquide, à la fin de la journée. Certains de ces marchés ont été décrits par le Professeur Israël

— Celui de la rue Yefet, à Jaffa Tel Aviv qui est nommé explicitement : le «marché aux esclaves». Un contrôle important de police, de la défense civile, des garde-frontière en délimite l'emplacement. Les travailleurs sont là, attendant les employeurs. Il est interdit aux travailleurs de proposer leur travail en dehors du périmètre fixé.

— Le marché de Romat Gan, près de Tel Aviv. L'espace est délimité par un talus de sable de 5/6 m sur 3 côtés. Le quatrième côté est fermé par une palissade, avec une seule entrée. A six heures du matin, les camions char-

gés de travailleurs pénètrent dans l'espace, encadrés par les soldats, la garde civile, formée ici des lycéens de Ramat Gan. Les travailleurs ne peuvent sortir du périmètre, sauf s'ils sont encadrés de leurs employeurs. Des protestations ont été élevées par les résidents de Ramat Gan contre ce marché, non pas à cause de son caractère hideux, mais du fait que cela représentait un «spectacle déplorable» pour les enfants.

D'autres marchés de ce genre existent, les uns entourés de fils barbelés, les autres se trouvent en pleine campagne. Au marché situé au carrefour d'Ascalam, le professeur Shahak affirme avoir vu un grand nombre d'employeurs forcer les travailleurs à se déshabiller presque entièrement après avoir tâté les muscles, les uns sont choisis, les autres rejetés.

Une partie importante de ces travailleurs sont des enfants entre 8 et 15 ans. Ils sont payés environ 10-15 francs français par jour. Quant aux adultes, ils sont payés 15-20 francs. Ce qui est très en dessous du minimum des salaires des Israéliens.



Les ouvriers journaliers attendent l'embauche le matin.

LUTTES OUVRIERES

Commerce : non au travail des dimanches et jours fériés !

(COMMUNIQUE COMMUN C.F.D.T. - C.G.T.)

Les patrons du commerce ne voyant que la progression de leurs chiffres d'affaires envisagent d'ouvrir le samedi 11 novembre, les dimanches 24 et 31 décembre.

Une fois de plus ils utilisent le service à la clientèle pour justifier les ouvertures.

Alors que la charge de travail augmente considérablement en cette période, les salariés devront travailler 6 jours sur 7.

Pourtant, cette année, le calendrier permet aux travailleurs du commerce de prendre 2 jours de repos consécutifs.

Les fédérations CFDT et CGT du commerce appellent les salariés à refuser de venir travailler les 11 novembre, 24 et 31 décembre.

Elles invitent leurs syndicats à se rencontrer pour :

— Protester auprès des directions, chambres patronales, Conseil National du Commerce.

— Engager des démarches communes auprès des Maires, des Préfets pour qu'ils n'accordent pas les dérogations.

— Appeler en commun les employés du commerce à ne pas venir travailler.

— Prendre contact avec les organisations de consommateurs pour les sensibiliser sur la qualité de la vie des travailleurs du commerce et leur demander d'intervenir auprès des clients.

— Informer la population.

Ces tentatives d'ouverture vont dans le sens d'une augmentation de l'amplitude de la semaine de travail.

Nous devons y faire échec pour garantir à tous le repos du dimanche et des jours fériés continuellement remis en cause par le patronat.

FEDERATION DU COMMERCE
et des SERVICES CFDT
FEDERATION des PERSONNELS du COMMERCE
SERVICES CGT

BOUSSAC : LE PLAN DE LIQUIDATION EN MARCHÉ

Il y a plus d'un mois maintenant, les frères Willot prenaient le groupe Boussac en location gérance avec un contrat jusqu'au 31 décembre 1979.

On sait que fin septembre la fédération Hacuitem CFDT faisait connaître une étude qu'elle avait commandée à un cabinet d'experts sur les conditions de cette location gérance, et ses conséquences probables.

De cette étude ressortait clairement qu'aucune garantie d'emploi n'était assurée et que la liquidation

des usines jugées non rentables était à l'ordre du jour, à assez court terme. Les choses petit à petit se confirment.

D'une part, sur certaines usines les Willots laissent les choses périlcliter. Ainsi à l'usine de Thaon, les ouvriers de l'entretien ont été licenciés et depuis aucune réparation (machines...) n'est plus effectuée. Les Willot laissent faire. Le service transports du groupe part en débandade à tel point que les travailleurs n'ont d'autre solution pour remplacer les

pneus des camions... que d'aller les chercher... dans les remblais !

D'un autre côté les Willot entendent retirer un maximum de profits dans les quelques mois, avant les fermetures qu'ils envisagent.

Dans certaines usines les cadences augmentent : là où il fallait 2 travailleurs sur une machine il n'y en a plus qu'un !

Refuser ? C'est la porte ! En outre, pour obtenir un meilleur rendement les Willot incitent les travailleurs des différentes usines

à se concurrencer entre eux. Les directions de chaque usine n'hésitent pas à déclarer «il faut être plus rentable que les autres sinon ça sera bientôt la fermeture !».

Bref le plan de liquidation des Willot est en marche : chantage à l'emploi, divisions, comme toujours.

La nouvelle étape des Boussac dans leur lutte pour l'emploi se présente donc dans des conditions particulièrement difficiles.

R. F.

● Renault - Douai : licenciement d'un délégué CGT

A la suite de la grève des usines Renault au mois de juin dernier, la direction de Douai avait entamé une procédure de licenciement contre un délégué CGT, secrétaire adjoint du C.E. Le licenciement avait été refusé par l'Inspection du travail de Douai, et l'Inspection du travail du Nord. La direction a donc porté le dossier devant le ministre du Travail, Boulin, qui a donné son accord, une fois de plus. L'intersyndicale de l'usine appelait les travailleurs à manifester mardi, des débrayages ont eu lieu depuis samedi dernier, pour protester contre ce licenciement anti-grève.

● Métro : grève sur la ligne Galliéni - Levallois

Les conducteurs de métro étaient en grève lundi, sur la ligne Galliéni Levallois, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Ils réclament depuis plusieurs semaines l'amélioration de leurs conditions de travail, et avaient déjà fait grève quelques jours auparavant.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

●Mardi, les Américains sont allés aux urnes. Ils choisissent un tiers de leurs sénateurs, élus pour six ans, les membres de la Chambre des représentants, beaucoup de gouverneurs et d'autres élus au niveau des municipalités et des Etats.

Tous les journaux en parlent. Mais beaucoup d'Américains ne voteront pas : en effet deux Américains sur trois n'en voient pas l'utilité, car ils ne voient pas de différences entre les candidats, les partis, les solutions proposées. Marvin Field, dirigeant d'un institut de sondages, a déclaré à ce sujet : «les gens pensent que c'est le système et ils ne voient pas pourquoi il changerait en élisant un candidat plutôt qu'un autre».

Il y a un certain désarroi dans l'opinion qui n'est guère visible de l'extérieur. Avec la politique étrangère, Carter tient le devant de la scène (Camp David, négociations SALT, etc.). Mais dans un foyer américain moyen, ce dont on discute, c'est de l'inflation et des impôts. En effet, 1978 est l'année de la «tax revolt», la révolte contre l'impôt.

Ce mouvement, contre la

vie chère et le chômage, prend en fait une tournure politique inquiétante pour le gouvernement qui est accusé de trop développer les activités sociales (Welfare). Ceux qui bénéficient de l'aide sociale, les chômeurs, sont rendus responsables de l'augmentation des impôts, en particulier les Noirs, les Portoricains, et les Chicanos (immigrés mexicains). Les politiciens démagogiques

Elections aux USA UN POUJADISME MADE IN USA

La campagne contre les impôts domine la vie politique américaine

mobilisent ainsi une partie des «classes moyennes» contre les acquis des Noirs datant des années 60, et contre les luttes des femmes pour la liberté de l'avortement et de la contraception.

Au début, le mouvement de la «tax revolt» a été lancé par des républicains qui voulaient s'appuyer sur le mécontentement pour regagner du terrain. Aujourd'hui, c'est le parti démocrate qui a pris le relais et qui, sous couvert de libéralisme et de décentralisation, s'associe à une campagne sur des thèmes d'extrême-droite.

Cette campagne parvient à toucher, dans une certaine mesure, une partie de la classe ouvrière. En effet, l'ouvrier blanc, menacé par le chômage, est sensible aux arguments selon lesquels c'est la faute du Noir, qui vit avec les allocations de chômage.

CALIFORNIE : LA «PROPOSITION 13»

Le 7 juin, les Californiens ont voté une réduction de 7 milliards de dollars des impôts de cet Etat sur la propriété, c'est-à-dire 80 % de ces impôts. C'est à partir de ce vote inattendu qu'on a commencé à entendre parler du mouvement de la «tax revolt».

Ce vote est intervenu après une campagne qui s'appuyait sur une montée astronomique de ces impôts. Ces hausses concernaient aussi bien les travailleurs qui possèdent 55 % des appartements en Californie. A San Francisco, par exemple, on paye 2.240 dollars pour un trois pièces. La télévision a insisté sur l'exemple des travailleurs qui ne pouvaient plus payer.

Mais ce n'est pas à eux que cette «proposition 13» a profité mais essentiellement aux propriétaires et aux trusts qui louent des appartements : globalement leurs impôts sont passés de 7 milliards à 3 milliards. En Californie, la Bell Telephone Company a ainsi gagné 130 millions.

Jarvis et Gann, les promoteurs de la «proposition 13» ont pu tromper l'électorat populaire en affirmant, que ces réductions amèneraient des économies et un «dégraissage de la bureaucratie». En fait, les économies touchent des programmes d'aide sociale et des réalisations dont bénéficiaient en premier les travailleurs et les chômeurs : bibliothèques, piscines, crèches, cliniques de quartier, pompiers, cours du soir, programme d'aide aux drogués, etc.

De la Californie, le mou-

L'affaire Bakke : le recul des acquis

Grâce aux luttes des années 60, les minorités, (Noirs, Porto Ricains), avaient acquis un certain nombre de droits. La discrimination étant reconnue, la loi avait fixé un certain nombre de quotas pour corriger, «rattrapper» le rôle des minorités dans la société. Par exemple, à la Faculté de médecine de Californie, 16 % de places étaient réservées aux minorités. Alan Bakke, qui avait été recalé aux examens, bien qu'ayant eu de meilleures notes que des Noirs reçus, a fait un procès contre la loi fixant ces quotas. Il a obtenu gain de cause le 19 juin. Cette décision crée un précédent grave puisqu'elle vise en fait de nombreuses lois analogues protégeant les droits des minorités et des femmes, et qui n'avaient pas eu encore d'effets significatifs en ce qui concerne les professions dans la vie active.

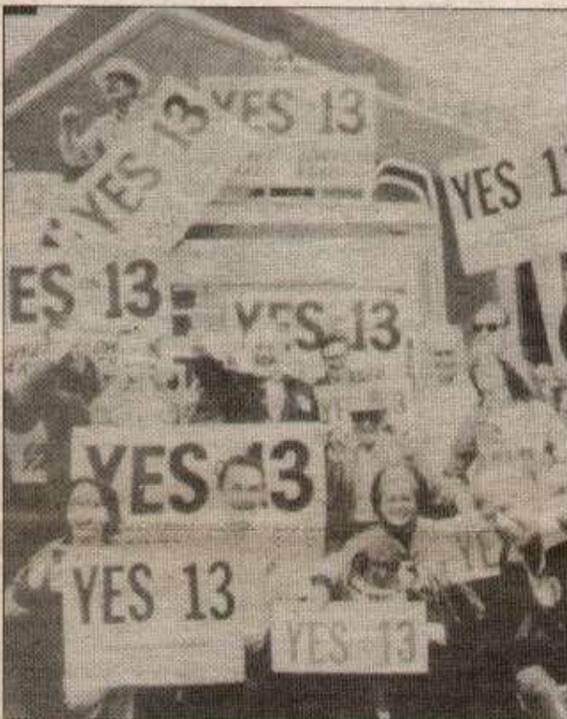
vement s'étend à d'autres Etats. Les écoles étant financées par l'Etat, les électeurs de l'Ohio ont rejeté 117 des 198 mesures proposées pour financer les écoles publiques. Les enseignants ont fait grève pour protester contre le rejet de ces mesures. Des propositions analogues sont faites dans de nombreux autres Etats.

Bien entendu, ce mouvement réactionnaire ne met jamais en évidence les mécanismes de la crise de l'impérialisme américain. Il n'est pas question de profits des multinationales qui sont les seules à bénéficier

réellement de cette proposition 13. Les animateurs de la campagne n'annoncent pas les licenciements de fonctionnaires qu'elle provoque : 450 000 en Californie.

Mais, en voyant les conséquences de cette campagne à laquelle ils ont participé, de plus en plus nombreux sont les travailleurs américains qui comprennent la manipulation dont ils ont été victimes et qui s'organisent pour exiger que les trusts ne bénéficient pas de réductions d'impôts.

Bob BRYANT



Grèves en URSS

Selon diverses sources d'informations, des grèves auraient éclaté au début du mois d'octobre dans la république d'Abkhazie, qui fait partie de la république fédérée de Georgie. Les grèves auraient éclaté au moment du premier anniversaire de la nouvelle constitution soviétique, qui nie les droits des Abkhazes. Elles auraient touché des établissements scolaires, mais aussi des kolkhozes et des entreprises, comme les mines de Tkvarcheli. Des incidents auraient fait une victime.

Chine - USA

Le secrétaire d'Etat américain Schlesinger a quitté Pékin dimanche. Son voyage a permis de mettre au point un certain nombre d'accords économiques dans divers domaines de la recherche et de l'industrie. Cependant, Schlesinger n'a pas obtenu des dirigeants chinois un accord de coopération global. Il semble en effet que la Chine souhaite qu'un tel accord n'intervienne qu'après l'établissement de relations diplomatiques. Or, comme l'a rappelé récemment Teng Hsiao Ping, la normalisation des relations n'est possible que si les Etats-Unis cessent toutes relations avec Taïwan et tout soutien à ce régime. Le nombre des militaires américains à Taïwan n'a cessé de diminuer (de 10 000 en 1972 à 750 cette année), mais les USA continuent à soutenir militairement et économiquement le régime de Taïwan, et lui sont liés par un «pacte de défense».

Teng Hsiao Ping en Thaïlande

Le Vice-Premier ministre Teng Hsiao Ping a commencé en Thaïlande une visite qui doit le mener dans plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est. Il s'agit pour la Chine de développer des relations de bon voisinage et

de coopération économique avec les gouvernements de ces pays, alors que l'URSS s'appuie sur le Vietnam pour développer une politique d'hégémonie dans cette région du monde. Au cours d'une récente interview, le Vice-Premier ministre chinois avait rappelé que le maintien et le développement des relations avec les Etats voisins n'impliquaient nullement que la Chine cesse de soutenir les guerillas qui luttent contre ces gouvernements, comme le Front Patriotique Thaï, dirigé par le Parti Communiste Thaïlandais.

SALT : difficile de conclure avant la fin de l'année

Au cours d'une conférence de presse la semaine dernière, le Secrétaire d'Etat américain Vance a déclaré que les négociations SALT entre les USA et l'URSS sur la limitation des armements stratégiques, étaient lentes et difficiles. Il a dit qu'il ne pouvait prévoir si un nouveau traité pourrait être signé avant la fin de l'année.

Espions : Moscou menace Washington

Alors que deux espions russes employés à l'ONU ont été condamnés à de lourdes peines de prison par la justice américaine, l'URSS exige leur rapatriement immédiat. Un commentateur soviétique a affirmé que cette décision remettait en cause l'ensemble des relations soviéto-américaines, y compris les négociations SALT !

Ouganda - Tanzanie

De nombreux pays africains ont proposé leur médiation dans le conflit qui oppose l'Ouganda à la

Tanzanie, l'Ouganda ayant annexé une portion du territoire de la Tanzanie. La semaine dernière, Amin Dada avait accusé l'armée tanzanienne d'être encadrée par des Cubains... Dimanche, le secrétaire d'Etat US Vance ayant simplement constaté que la Tanzanie était dans son droit, Amin Dada a accusé les Etats-Unis d'ingérence dans le conflit et la radio ougandaise a déclaré que l'Ouganda n'hésiterait pas à faire appel à l'URSS...

ONU : occidentaux et non-alignés s'affrontent sur la question de la Namibie

Le Conseil de Sécurité de l'ONU débat actuellement de la question de la Namibie, occupée par l'Afrique du Sud. Le régime raciste refuse le plan de l'ONU et veut organiser des élections lui-même en Namibie dès le mois de décembre. Les pays africains et les non-alignés veulent imposer des sanctions obligatoires contre Prétoria, alors que les représentants occidentaux tentent de les éviter.

A l'occasion du débat, Sam Nujoma, dirigeant de la SWAPO (organisation de lutte du peuple de Namibie) a déclaré : «Chaque patriote sait que les prétendues élections, prévues pour décembre en Namibie, sont destinées à mettre au pouvoir un régime fantoche.»

Alors que les pays non-alignés, reprenant les positions des pays africains exigent que le Conseil de Sécurité décrète un boycott immédiatement contre les racistes d'Afrique australe, les représentants occidentaux demandent que les débats sur la Namibie soient suspendus pendant quinze jours. Ils espèrent mettre à profit ce délai pour trouver une solution de compromis qui éviterait un affrontement entre l'Afrique du Sud et l'ONU.

Le Shah aux abois

● Dès dimanche soir, avant même la constitution du gouvernement militaire, l'armée avait pris position à Téhéran. Lundi matin, des chars patrouillaient dans les rues, tirant en l'air à la mitrailleuse lourde pour empêcher la constitution de nouveaux

La mise en place du gouvernement militaire est la dernière carte que puisse jouer le Shah, en l'absence de toute solution politique. L'allocution qu'il a prononcée lundi matin témoigne de l'isolement complet dans lequel se trouve son régime. Sans doute pour laisser la porte ouverte à des tractations, il a affirmé que le gouvernement militaire serait provisoire, et qu'il céderait la place à un gouvernement civil. On ne voit pas bien avec quelles forces politiques. Annonçant que l'armée avait reçu l'ordre de rétablir le calme par tous les moyens, le Shah, d'une même voix, promet une démocratisation du régime.

Il annonce des élections libres «dès que l'ordre aura été restauré»; et fait saisir tous les journaux de Téhéran, à la seule exception de l'organe du Rastakhiz, le parti gouvernemental.

Le Shah a prétendu répondre aux aspirations du peuple iranien déclarant dans son allocution: «J'ai entendu vos messages révolutionnaires, et je m'engage à vous accorder tout ce pour quoi vous avez lutté et ce pour quoi certains d'entre vous sont morts». Des propos qui tombent à plat au moment où le Shah nomme à la tête de son gouvernement le chef d'état-major de l'armée, le général Azhari. Celui-ci est considéré par l'opposition comme l'homme des Américains: selon des sources proches de

l'opposition religieuse, il aurait été menacé, il y a un an, d'être déchargé de ses fonctions, et c'est sur l'intervention des États-Unis qu'il les aurait conservées. Le ministère du Travail et des Affaires sociales est occupé par le général Oveissi, administrateur de la loi martiale à Téhéran, et responsable, à ce titre, du «vendredi noir» de Téhéran. Un choix qui en dit long sur la prétendue libéralisation que prétend vouloir instaurer le Shah «dès que l'ordre sera rétabli».

Les réactions de l'opposition au coup d'État gouvernement militaire ne se sont pas faites attendre. Le Front national de Karim Sandjahi a pris position, déclarant: «Tant que le

pouvoir illégal actuel reste en place, le mouvement populaire va continuer. Le régime illégal et dictatorial se trouve aujourd'hui plus isolé que jamais». En France, l'Ayatollah Khomeiny a considéré que le régime militaire était «incapable de mettre fin à l'impasse en Iran». Il a réitéré son refus de toute solution politique tant que le Shah ne sera pas renversé, et a estimé que le gouvernement militaire était «sous contrôle américain». Il a virulemment critiqué les pays qui soutenaient le régime du Shah, dénonçant les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS.

Les manœuvres du Shah pour diviser l'opposition sont donc un échec complet.

VIETNAM USA

Le Secrétaire d'État américain Vance a déclaré que, dans le cadre des discussions pour la normalisation des relations entre le Vietnam et les USA, le Vietnam aurait renoncé à exiger des dommages de guerre. Cette revendication était pourtant restée un point fondamental des positions vietnamiennes depuis la fin de la guerre.

OGADEN : LA GUERRILLA CONTINUE

Huit mois après le retrait des forces régulières somaliennes, la guérilla du FLSO continue le combat contre le régime éthiopien de Mengistu. Plusieurs journalistes ont pu visiter récemment des zones contrôlées par le front de libération de la Somalie occidentale.

UNE DELEGATION ETHIOPIENNE A PARIS

Le colonel Bayeh, membre de la junte du DERG adjoint de Mengistu a été reçu lundi par Giscard. Il était accompagné d'une importante délégation éthiopienne. A l'ordre du jour la question du chemin de fer «franco-éthiopien» entre Djibouti et Addis Abeba et le développement des relations économiques. Mais on prête aussi à Giscard l'idée de patronner une conférence sur les conflits dans la Corne de l'Afrique.



Le gouvernement militaire mis en place par le Shah lundi matin.

FONCTION PUBLIQUE : ACTIONS PAR A COUPS...

● Alors que dans la fonction publique, les sujets de mécontentement ne manquent guère, et que règne une certaine combativité, les directions syndicales s'évertuent encore à briser cette combativité, (partant les chances de réussite des mouvements revendicatifs), en perpétuant les éternelles journées d'actions sans lendemain, secteur par secteur...

Ainsi, à l'aéroport de Paris, le personnel au sol est en grève pour cette journée de mardi à l'appel des trois directions syndicales CGT, CFDT et CGC, pour la reconduction du protocole d'accord sur les emplois. Celui-ci interdit les licenciements économiques à la direction, qui refuse de le renouveler (l'échéance est fin novembre) sous prétexte que cette année elle se proposait de créer 600 emplois. Mais

par ailleurs, la même direction parle de «restructuration» et les travailleurs savent ce que cela veut dire...

● RATP, une grève de 24 heures est également en cours, sur la ligne n°3, où les conducteurs exigent la suppression du service des deux vacances; ce système contraignait les conducteurs à faire deux embauches dans la journée, au lieu de faire un service continu. Ils réclament, en outre, les 104 repos. Les conducteurs de la ligne n°13 ont également déposé un préavis pour appuyer cette revendication pour la semaine prochaine. Les directions syndicales CGT et CFDT envisageaient une journée d'action sur le réseau le 10 novembre

pour l'ensemble du réseau métro...

● SNCF, la semaine d'action s'est achevée, rien n'a été obtenu... Cependant, certains secteurs doivent encore connaître cette semaine des mouvements de grève, notamment le SER-NAM. Les directions syndicales envisagent là aussi de reprendre sur les mêmes modalités (secteur par secteur) pour le week-end prochain...

● PTT, les mêmes directions syndicales CGT et CFDT, viennent de décider pour ce secteur, des grèves tournantes étalées sur trois jours pour fin novembre...

● Education nationale, journée d'action le 13 novembre... Alors, que veulent les directions syndicales? Par ces émiettements systématiques, coïncées par la combativité des travailleurs, elles sont contraintes de décider de mouvements revendicatifs, mais elles s'évertuent de fait, à isoler et noyer le mécontentement des travailleurs...

L'écu européen dans deux mois

Les experts des différents pays européens terminent actuellement leur discussion à propos du nouveau système monétaire européen. Leurs travaux seront étudiés le 20 novembre à Bruxelles par les ministres des Finances, et le 4 décembre lors du sommet des neuf chefs d'Etat. Si on s'en réfère aux déclarations récentes de Giscard et de Schmidt, il semble bien que la décision soit déjà prise de mettre en service le nouveau système dès le 1^{er} janvier prochain. Serait ainsi mis en service d'en moins de deux mois la nouvelle monnaie d'échange européenne, l'écu. Il reste cependant des inconnues: l'Italie craint de n'être pas en mesure d'aligner la valeur de sa monnaie sur celles de ses partenaires. Plus sérieusement, le Times vient de révéler qu'un rapport gouvernemental britannique envisage que l'Angleterre ne rentre pas dans le nouveau système, «qui aurait de graves conséquences sur l'économie». La décision britannique pourrait entraîner celle de l'Irlande, très dépendante économiquement. Si l'en était ainsi, le pas en avant dans l'intégration économique de l'Europe que constituerait la mise en place du nouveau système monétaire s'accompagnerait d'un pas en arrière dans l'unité politique des Neuf.

Bordeaux : les flics expulsent des grévistes

Lundi matin, à l'heure du laitier, les CRS sont intervenus pour expulser les grévistes d'un chantier d'un centre commercial, à Bordeaux. Les travailleurs de la SOCAE sont maintenant en grève depuis trois semaines pour exiger une augmentation de salaire et des indemnités de déplacement. Mais par cette grève, les travailleurs, en majorité immigrés, entendent également protester contre les cadences trop rapides imposées par un prétendu retard dans la construction et qui serait dû à des délais administratifs trop importants.

Les flics sont intervenus, à la suite d'une décision de «justice», pour permettre à une entreprise soustraitante d'effectuer des travaux, notamment de consolidation de certaines constructions qui menaçaient de s'écrouler à cause de l'obstination de la direction à refuser de satisfaire les revendications des travailleurs...

Le PCF et l'URSS

Le 61^e anniversaire de la Révolution d'Octobre a permis au PCF de répéter sa position vis-à-vis de l'URSS, à l'occasion d'un communiqué du bureau politique. A la suite du livre «L'URSS et nous», cette prise de position s'inscrit directement dans le cadre des divisions qui secouent le PCF à ce sujet, y compris au sein de sa direction: «Nous apprécions le rôle joué par l'Union Soviétique en faveur du désarmement, de la paix et de la coopération. Le bilan global de ces soixante et un ans est positif. Les communistes français se félicitent de chaque succès remporté dans le développement de la société socialiste soviétique. Mais en même temps, au nom de l'idéal communiste, ils estiment qu'il est non seulement de leur droit, mais de leur devoir de donner publiquement leur opinion sur tout ce qui est de nature à porter tort au socialisme. C'est pourquoi ils ne sauraient taire la divergence grave qu'ils ont avec le PCUS et d'autres partis communistes, notamment sur la composante démocratique du socialisme (...). Le PCF, qui définit en toute souveraineté sa politique, réaffirme sa volonté de développer ses relations (...) avec le PCUS comme avec tous les partis communistes et ouvriers par delà les différences et les divergences qui existent entre eux...»

Lancement de la campagne européenne du PS

Le Parti socialiste a choisi la ville de Lille pour lancer sa campagne européenne, campagne qui va se développer jusqu'aux élections du parlement européen en juin de l'année prochaine. Mardi et mercredi, le PS a décidé de frapper un grand coup: c'est sous le signe de prestige qu'est placée cette ouverture de la campagne européenne. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que l'organisation en a été confiée à Jack Lang, metteur en scène connu.

Mardi, les socialistes européens discutent des «expériences municipales» et des «régions européennes». Mercredi, ce sera la journée des discours, avec notamment ceux de Mitterrand, Brandt, Soares, et aussi Gonzales, secrétaire du parti socialiste espagnol, qui bien que non concerné par les élections européennes, a tout de même été invité. Parallèlement à ces manifestations politiques, le PS entend rester dans la tradition de la social démocratie: plusieurs banquets et réceptions officielles sont prévues, ainsi qu'une soirée de gala au Palais des Sports de Lille.

USA - Turquie

A la suite de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Turquie par les USA, des officiels américains négocient actuellement à Ankara afin d'aider la Turquie à s'équiper pour une industrie d'armements. En contrepartie de la levée de l'embargo et de cette aide, le gouvernement turc a permis aux USA de rouvrir ses bases en Turquie.